

PolyRemembers reacts to end of buyback registration period as half of estimated number of affected firearms declared

“Government must now focus on ending SKS sales to ensure Canada has a true ban on assault-style weapons”

Montreal, April 1, 2026 – Today, following the closure of the buyback registration period for the assault weapon buyback program, the federal government [announced](#) that more than 67,000 firearms have been declared by close to 38,000 firearm owners across Canada. This represents about half of the estimated [136,000](#) affected firearms. The following is PolySeSouvient’s statement in response:

“While the government set aside \$248.6 million to compensate gun owners for approximately 135,000 prohibited assault-style weapons, it is disappointing - though far from catastrophic - that only half of this number have been declared.

That being said, this could be as much a ‘glass half-full’ as a ‘glass half-empty’ situation - with respect to participation. Despite [pervasive disinformation](#) and daily pleas to refuse to participate from the gun lobby, about half of the estimated number of affected firearms have been registered by their owners. One could infer that about half of prohibited weapons owners have ignored the calls of the gun lobby. These will be the ones that will be financially compensated, while the other half will not.

What is crucial to understand is that non-participation does not exempt individuals from the law. All owners of prohibited weapons must ensure their firearms are disposed of or rendered inoperable by the end of October when the amnesty currently protecting them from criminal liability and license revocation runs out.

Indeed, the buyback participation numbers do not change the fact that as of October 31, 2026, being in possession of one of the 2,500 prohibited assault-style weapons will be a crime. As Public Safety Minister Gary Anandasangaree [repeatedly stated](#), participation in the program is optional, but compliance with the law is not. The Minister also emphasized that law enforcement ‘must enforce the law’.

According to [public opinion polls](#), most Canadians support a ban on assault style weapons. As well, [over 19,000 firearms remain legal](#) for hunting, sport shooting and recreational use in Canada.

SKS Sales Need to End Soon

With over 2,500 assault-style weapon models prohibited since 2020, Canada has achieved a major milestone in public safety. However, to ensure a truly effective ban, the federal government must urgently halt the sale of the [highly lethal SKS rifle](#). We cannot allow taxpayers to fund a buyback program that allows owners to immediately replace surrendered firearms with equally dangerous weapons. In December 2025, Public Safety Minister Gary Anandasangaree [announced](#) a comprehensive review of the firearms classification regime, including dedicated consultations on the SKS rifle. This announcement follows previous consultations before and after the adoption of Bill C-21 (gun control). PolySeSouvient strongly objects to this process-centered delaying tactic which effectively punts any decision on the SKS many months if not years into the future. While meaningful consultations, including with Indigenous communities that use the SKS for hunting, are important, there is no need to consult [on new purchases of the SKS model](#). Given its repeated involvement in tragic shootings, the government should immediately end sales while consulting on longer-term details regarding those currently in circulation. Indeed, over a year ago the government received a [report](#) by the ‘Expert Advisory Panel on Firearms’ which found the SKS capable of inflicting ‘substantial harm to the public and law enforcement’.”

PolySeSouvient réagit à la fin de la période d'inscription du programme de rachat, alors que la moitié du nombre estimé d'armes concernées a été déclarée

« Le gouvernement doit désormais concentrer ses efforts pour mettre fin à la vente des modèles SKS afin que le Canada dispose d'une véritable interdiction des armes d'assaut. »

Montréal, 1er avril, 2026 – Aujourd'hui, à l'issue de la période d'inscription au programme de rachat des armes d'assaut, le gouvernement fédéral a [annoncé](#) que près de 38 000 propriétaires d'armes à feu à travers le Canada ont déclaré plus de 67 000 armes prohibées. Cela représente environ la moitié des [136 000 armes à feu concernées](#), selon les estimations du gouvernement. Voici la déclaration de PolySeSouvient en réponse à cette annonce :

Alors que le gouvernement a débloqué 248,6 millions de dollars pour indemniser les propriétaires d'environ 135 000 armes de type assaut prohibées, il est décevant – bien que loin d'être catastrophique – de constater que seule la moitié de ce nombre a été déclarée.

On peut même dire que le verre est à moitié vide et à moitié plein. Malgré la [désinformation répandue](#) et les appels quotidiens du lobby des armes à feu à ne pas y participer, environ la moitié des armes à feu concernées ont été enregistrées par leurs propriétaires. On pourrait en déduire qu'environ la moitié des propriétaires d'armes prohibées ont ignoré les appels des groupes pro-armes. Ce sont eux qui recevront une compensation financière, contrairement à l'autre moitié.

Il est essentiel de comprendre que le fait de ne pas participer à ce programme n'exempte pas les particuliers de l'obligation de se conformer à la loi. Tous les détenteurs d'armes prohibées doivent veiller à ce que leurs armes soient remises aux autorités ou rendues inopérantes d'ici la fin du mois d'octobre, date à laquelle prendra fin l'amnistie qui les protège actuellement contre toute responsabilité pénale ainsi que perte de leur permis de possession d'armes.

En effet, le nombre de participants au programme de rachat ne change rien au fait qu'à compter du 31 octobre 2026, la possession de l'un des 2 500 modèles d'armes de type assaut prohibées constituera un crime. Comme l'[a répété](#) à plusieurs reprises le ministre Gary Anandasangaree, la participation au programme est facultative, mais le respect de la loi ne l'est pas. Il a également souligné que les forces de l'ordre 'doivent faire respecter la loi'.

D'après les [sondages d'opinion publique](#), la plupart des Canadiens sont favorables à l'interdiction des armes d'assaut. Par ailleurs, plus de [19 000 modèles d'armes à feu](#) demeurent légales et disponibles au Canada pour la chasse et le tir sportif.

Il faut rapidement mettre un terme aux ventes de SKS

Avec plus de 2 500 modèles d'armes de type d'assaut interdits depuis 2020, le Canada a franchi une étape majeure en matière de sécurité publique. Toutefois, pour garantir une interdiction complète et efficace, le gouvernement fédéral doit de toute urgence mettre un terme à la vente du [fusil d'assaut SKS, une arme particulièrement meurtrière](#). Nous ne pouvons pas permettre que les contribuables financent un programme de rachat qui autorise les propriétaires à immédiatement remplacer les armes remises par des armes tout aussi dangereuses. En décembre 2025, le ministre de la Sécurité publique a [annoncé](#) un examen complet du régime de classification des armes, comprenant des consultations spécifiques sur le fusil SKS. Cette annonce fait suite à des consultations antérieures menées avant et après l'adoption du projet de loi C-21 (contrôle des armes). PolySeSouvient s'oppose fermement à cette tactique dilatoire axée sur les procédures qui repousse de plusieurs mois, voire de plusieurs années, toute décision concernant le SKS. Si des consultations constructives, notamment avec les communautés autochtones qui utilisent des SKS pour la chasse, sont pertinentes, ce n'est pas le cas en ce qui concerne [les nouveaux achats de modèles SKS](#). Compte tenu de l'implication répétée du SKS dans des fusillades tragiques, le gouvernement devrait immédiatement mettre fin aux nouvelles ventes tout en menant des consultations sur les détails à long terme concernant les armes actuellement en circulation. En effet, il y a plus d'un an, le gouvernement a reçu [le rapport](#) du 'Comité consultatif d'experts sur les armes à feu' qui concluait que le SKS était capable de causer 'peuvent servir à causer des dommages considérables à la population et aux forces de l'ordre'.